

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

**CAMEROUN : L'ONU CONDAMNE L'ATTAQUE MEURTRIÈRE CONTRE UN CAMPS DE DÉPLACÉS**

Le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a condamné hier l'attaque ce week-end d'un camp de déplacés dans le nord du Cameroun, au cours de laquelle 17 civils ont été tués et 16 autres blessés, selon un bilan officiel de l'armée. "Le HCR condamne fermement une (...) attaque brutale contre un site hébergeant 800 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dans le village de Nguetchewe, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun", a écrit l'agence humanitaire dans un communiqué.

**ZIMBABWE : LE PRÉSIDENT PROMET DE "DÉBUSQUER" SES OPPOSANTS**

Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a promis hier de "débusquer" ses opposants politiques alors que des organisations de défense des droits signalent l'arrestation de dizaines d'activistes dans la répression menée par les autorités. "Les pommes pourries qui ont tenté de diviser notre peuple et affaiblir notre système seront éliminées", a-t-il promis dans un discours à la nation.

**BÉLARUS : LOUKACHENKO DÉNONCE UNE TENTATIVE "D'ORGANISER UN MASSACRE"**

Le président biélorusse Alexandre Loukachenko a dénoncé hier une tentative d'organiser "un massacre" à Minsk à l'approche de la présidentielle dimanche, après l'arrestation de "combattants" réputés proches du Kremlin. "La tentative d'organiser un massacre dans le centre de Minsk est évidente", a-t-il affirmé lors de son discours à la nation, accusant la Russie de "mensonge" au sujet des personnes arrêtées,

# Côte d'Ivoire : 900 000 électeurs de plus

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Le fichier électoral ivoirien a connu une nette évolution. Le président de la commission électorale indépendante (CEI), Ibrahim Coulibaly-Kuibiert, a annoncé mardi que plus de 900 000 nouveaux électeurs se sont inscrits sur les listes électorales en Côte d'Ivoire cette année, portant le nombre total d'électeurs inscrits à 7,5 millions avant l'élection présidentielle d'octobre.

"Après le traitement des données" de l'opération de révision des listes menée du 10 juin au 5 juillet, "le nombre de nouveaux électeurs inscrits s'élève à 904 956", portant le total d'électeurs inscrits à "7,5 millions", a déclaré le président de la CEI, lors d'une conférence de presse.

Il a relevé un "bond quantitatif" dans cette révision, celle de 2018 n'ayant en effet permis d'enrôler que 277 000 nouveaux électeurs. En 2019, il n'y avait pas eu de révision, bien qu'elle doive être menée chaque année selon la loi, a-t-il précisé.

Des chiffres (de 2020) sont quasi-définitifs, mais peuvent encore évoluer légèrement à l'issue de la période de contentieux, qui permet aux électeurs de contester une inscription ou une absence d'inscription, a encore précisé M. Coulibaly-Kuibiert. Avant la révision, la CEI avait estimé que cinq millions d'Ivoiriens n'étaient pas inscrits, tout en relevant que seulement 250 000 personnes s'enregistraient lors de chaque révision annuelle en moyenne.

La Côte d'Ivoire compte 25 millions d'habitants, avec une population très jeune et plusieurs millions de résidents étrangers. Il n'existe pas de statistiques récentes et fiables sur le nombre exact d'Ivoiriens majeurs. A propos de la polémique lancée par des supporters de l'ancien président Laurent Gbagbo qui protestent contre son absence, selon eux, des listes électorales, M. Coulibaly-Kuibiert a expliqué que toute personne condamnée pour un délit ou un crime à une privation de ses droits civiques était rayée des listes lors de la révision.

Il faut noter qu'en novembre 2019, la justice ivoirienne a condamné en appel par contumace M. Gbagbo à 20 ans de prison pour le "braquage" de la Banque centrale des Etats d'Afrique de



Photo: AFP/L'Union

Cette année, le nombre d'électeurs est en nette augmentation.

l'Ouest pendant la crise post-électorale de 2010-2011. Dix ans après cette crise qui avait fait quelque 3 000 morts, la

présidentielle du 31 octobre 2020, qui va coûter 65 milliards de FCFA, selon la CEI, s'annonce tendue. Les

scrutins municipaux et régionaux de 2018 avaient été marqués par des violences et des fraudes.

## Une élection à double tranchant



L'ancien président Henri Konan Bedie sera la principale figure de l'opposition.

J.O.  
Libreville/Gabon

L'élection présidentielle d'octobre en Côte d'Ivoire promet d'être très disputée. Les vieilles rivalités ont commencé à ressurgir entre les différents acteurs politiques traditionnels. La bataille va se jouer entre les héritiers du défunt président

Félix Houphouët Boigny. La confrontation donnera lieu à un duel fratricide entre le parti au pouvoir, le Rassemblement des républicains (RDR) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).

Ainsi, le président du PDCI, Henri Konan Bedie, 86 ans, s'est déjà déclaré candidat à ladite présidentielle. Successeur de Fé-

lix Houphouët Boigny, dans les années 1990, il passe aujourd'hui pour le doyen d'âge des candidats au scrutin présidentiel. Même si beaucoup, au sein de sa formation politique, des voix discordantes se font entendre pour contester cette énième candidature.

Si M. Bedie passe pour l'actuel poids lourd de l'opposition, il n'empêche que rien n'est gagné d'avance. Il devra faire face au candidat de la majorité présidentielle dont le nom n'est toujours pas connu. Après le décès de Amadou Gon Coulibaly, le camp au pouvoir n'a toujours pas trouvé un successeur au natif de Khorogo dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Cette élection aura du mal à échapper au candidat du camp présidentiel. Surtout qu'il se susurre dans les salons feutrés d'Abidjan un éventuelle candidature de l'actuel président ivoirien Alassane Ouattara à qui de nombreux partisans demandent de se succéder à lui-même contre sa volonté de ne plus se représenter.

Photo: AFP/L'Union